

Compte-rendu de la réunion du Conseil Communautaire
du 11 juillet 2006

Le Conseil de Communauté légalement convoqué le 4 juillet 2006 s'est réuni le 11 juillet 2006 à 18 H dans la Salle du Conseil Municipal de la Mairie de Commentry.

BIZENEUILLE	Bernard PANNINI Etienne LAZARO, excusé
LA CELLE	Gabriel BRIDONNEAU, excusé Martial GIRAUD
CHAMBLET	Jean-Paul MICHARD Alain CHANIER
COLOMBIER	Gilles BOULICOT Jean -Pierre CHANIER, excusé
COMMENTRY	Jean-Louis GABY Annie LAVILLE Luc BRZUSTOWSKI Jeanne DURAND Claude RIBOULET
DENEUILLE LES MINES	Gérard PAQUET, présent à partir de la question n°3 Paul LABOISSE
DURDAT LAREQUILLE	Jean-Pierre BOUGEROLLE Marie – Ch FROELHY, excusée Michel RIVIERE
HYDS	Michel CHAMPOMIER Guy AMARY
MALICORNE	André SAVY Jacky RIVIERE
NERIS LES BAINS	Jean Claude DE PIN Marie – Alice BARRAUX Gilles MARTIN Guy THEVENET
SAINT ANGEL	Michel GIVERNAUD Jean Marie VEYSSET
VERNEIX	Guy PASSAT Raymond LIMOGES

Approbation du procès-verbal du Conseil Communautaire du 22 mai 2006.
Jeanne DURAND est nommée secrétaire de séance.

1) ADMINISTRATION GENERALE – COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT CONFORMEMENT AUX DELEGATIONS DE COMPETENCES :

Le Conseil Communautaire prend acte des décisions et notifications prises par Monsieur le Président au titre de l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

2) ADMINISTRATION GENERALE - RENOUELEMENT DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES :

Le Conseil Communautaire a adopté à l'unanimité la liste présentée (Votants : 25 ; Ont votés pour la liste : 25).

3) ADMINISTRATION GENERALE – STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES - AVENANT N°10 :

Le Conseil Communautaire a décidé à l'unanimité d'adopter le projet d'avenant n°10 aux statuts de la Communauté de Communes qui propose de rajouter aux statuts :

Article 5.3.5 : Conduite d'études, animation, réalisation d'opérations (selon les dispositions de l'article 31 de la Loi sur l'Eau) dans les domaines de l'environnement et de la gestion de l'espace : restauration-entretien de rivières, de berges notamment, en excluant les eaux closes et ne tenant compte, que pour la rivière Ceil, sans ses affluents cadastrés.

Et décide à l'unanimité de solliciter l'avis des Conseils Municipaux des Communes de Bizeneuille, La Celle, Chamblet, Colombier, Commentry, Deneuille-les-Mines, Durdat-Larequille, Hyds, Malicorne, Nérès-les-Bains, Saint-Angel et Verneix sur le projet.

Gilles Martin attire l'attention sur le fait que la Communauté de Communes se substitue dans ce cas aux riverains propriétaires qui ont l'obligation d'entretenir le cours d'eau et les berges ; il s'agit du domaine privé. Il propose de se faire assister par les services de l'Etat.

Claude Riboulet propose qu'une participation financière soit demandée aux riverains qui n'entretiendraient pas les cours d'eau qui passent sur leurs propriétés. Il propose que la collectivité prenne l'initiative de l'entretien uniquement si tous les moyens légaux ont été utilisés sans succès.

Michel Champomier précise que cette démarche a été amorcée par Monsieur le Maire de Cosne d'Allier afin de faire face à des problèmes d'ensablement qui entraînent par voie de conséquence des problèmes d'inondations.

Il est précisé que dans un premier temps il ne s'agit que de la réalisation d'une étude afin de se mettre en concordance avec les autres EPCI, et ensuite désigner un EPCI qui sera maître d'ouvrage de l'étude.

Après avoir envisagé de scinder la compétence en deux en séparant les études des opérations de travaux, il est demandé de rajouter que la compétence serait prise conformément aux dispositions de l'article 31 de la Loi sur l'Eau.

4) POLITIQUE DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE –MODALITES D'APPLICATION DU FONDS DE CONCOURS POUR AIDER LES COMMUNES A APPORTER DES TERRAINS OU BATIMENTS POUR LA REALISATION DE LOGEMENTS SOCIAUX :

Le Conseil Communautaire décide à l'unanimité d'autoriser le Président à verser aux communes, dans la limite des inscriptions budgétaires, un fonds de concours pour aider les communes à apporter des terrains ou bâtiments pour la réalisation de logements sociaux.

Jean-Pierre Bougerolle précise qu'auparavant la Communauté de Communes participait directement à la viabilisation des terrains pour la réalisation de logements sociaux en prenant en charge les frais de viabilisation. Maintenant la création du fonds de concours permettra à la Communauté de Communes de verser l'aide aux Communes.

5) POLITIQUE DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE – CREATION D'UNE AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – CONTENTIEUX :

Une requête a été déposée auprès du Tribunal Administratif par le COMITE DE DEFENSE DU QUARTIER DE SAINT FRONT contre l'implantation d'une aire d'accueil des gens du voyage dans le quartier de Saint Front.

Monsieur Jean-Louis Gaby, Président, personnellement concerné dans cette affaire, n'a pas pris part à cette délibération et s'est retiré au moment des débats et du vote. Monsieur Jean-Pierre Bougerolle a été désigné Président de séance.

Le Conseil Communautaire décide, à l'unanimité, d'autoriser Monsieur le Président à défendre les intérêts de la Communauté de Communes devant le Tribunal Administratif, et décide d'autoriser Monsieur le Président à désigner un avocat pour défendre les intérêts de la Communauté de Communes dans cette affaire. La Communauté de Communes prendra en charge les frais d'honoraires de l'avocat.

Il est précisé que la Communauté de Communes a 60 jours pour rédiger un mémoire, le délai court à compter de la date de réception de la requête, c'est-à-dire à compter du 22 juin 2006.

A la demande de Claude Riboulet, Jean-Pierre Bougerolle précise que le fonds du recours porte sur le choix de l'emplacement du terrain, et fait un procès d'intention au Président de la Communauté de Communes qui a acheté personnellement un terrain pour y construire une maison proche du premier terrain choisi pour construire l'aire d'accueil. Jean-Pierre Bougerolle précise que cet achat s'est fait bien avant le choix du terrain d'accueil de l'aire des gens du voyage.

Claude Riboulet souligne qu'il n'y a pas eu d'erreur de procédure de la part de la Communauté de Communes, ni de la part de son Président.

Jean-Claude De Pin fait remarquer que le recours est contre Monsieur le Maire de Commentry, ce à quoi Jean-Pierre Bougerolle répond que le recours est contre l'implantation d'une aire d'accueil des gens du voyage, compétence de la Communauté de Communes.

Jean-Pierre Bougerolle précise que la commission « Urbanisme – Logement – Environnement » a commencé de travailler sur la gestion de l'aire d'accueil et a opté pour une gestion déléguée à des gens spécialisés. Il précise qu'il n'y aura pas de gestion directe.

**6) ADMINISTRATION GENERALE – GESTION FINANCIERE – BUDGET ANNEXE
« AMENAGEMENT DES ZONES INDUSTRIELLES » – DECISION
MODIFICATIVE N°1 :**

Le Conseil Communautaire décide, à l'unanimité, d'adopter la décision modificative n°1 du budget annexe « Aménagement des zones industrielles » qui prévoit l'inscription de crédits complémentaires (125 000 €) pour les travaux de poursuite d'aménagement du Campus de la Brande afin de prendre en compte des travaux complémentaires. La recette correspondante est inscrite en emprunt dans l'attente de l'obtention de subventions.

**7) DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE –ZONE D'ACTIVITE DU CAMPUS DE LA
BRANDE – TRAVAUX DE V.R.D. – VOIE STRUCTURANTE ENTRE LE SITE
FORECREU ET LE FUTUR GIRATOIRE DU CONTOURNEMENT – AVENANT
AU MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE :**

Le Conseil Communautaire décide à l'unanimité d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 au contrat de maîtrise d'œuvre pour un montant de 37 304,12 € HT avec le cabinet Géo-Conseil, compte tenu de travaux complémentaires.

Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 573 909,55 € HT.

Bernard Pannini demande pourquoi ce projet d'avenant, supérieur à 5% du montant du marché initial n'a pas été présenté en Commission d'Appel d'Offres. Monsieur le Président répond que la Sous-Préfecture a été consultée a ce sujet, et qu'il a été considéré que l'avenant ne bouleversant pas l'économie globale du marché, la Commission d'Appel d'Offres n'avait pas à être consultée.

**8) DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE –ZONE D'ACTIVITE DU CAMPUS DE LA
BRANDE – TRAVAUX DE V.R.D. – VOIE STRUCTURANTE ENTRE LE SITE
FORECREU ET LE FUTUR GIRATOIRE DU CONTOURNEMENT – DOSSIER DE
CONSULTATION DES ENTREPRISES :**

Le Conseil Communautaire décide à l'unanimité d'approuver le dossier de consultation des entreprises, d'autoriser la consultation par appel d'offres ouvert et d'autoriser le Président à signer les marchés de travaux. Le montant du projet est estimé à 625 000,00 € HT (honoraires inclus).

QUESTIONS DIVERSES :

- ❖ Monsieur le Président fait part à l'Assemblée qu'une nouvelle effraction s'est produite au centre multi-accueil « 3 Pommes », aucun vol n'est à déplorer grâce à l'alarme,
- ❖ Monsieur le Président a présenté le nouveau programme LEADER 2007-2013. Pour la Région Auvergne ce sera 124,43 millions d'euros.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 H 15.

Affichage le : 18.07.2006
Le Président :

J.-L. GABY.